

AFFAIRES SOCIALES, SCIENCES ET TECHNOLOGIE

AVIS DE MOTION PORTANT AUTORISATION AU COMITÉ D'ÉTUДИER LA PRÉSENTATION D'UN FILM DE RADIO-CANADA ET DE L'ONF

L'honorable Jack Marshall: Honorables sénateurs, je donne avis que demain, le mercredi 18 mars 1992, je proposerai:

Que le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie soit autorisé à examiner le contenu de la série de la CBC et de l'ONF intitulée «The Valeur and the Horror» et à faire rapport sur cette production pour établir l'authenticité de cette série en trois épisodes pour établir l'authenticité de cette série en trois épisodes, soit «Savage Christmas, Hong Kong 1941», «Death by Moonlight, Bomber Command» et «In Desperate Battle Normandy, 1944», compte tenu des réactions défavorables de plus en plus considérables à cette production.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

PRÉSENTATION DE PÉTITIONS

L'honorable Royce Frith (chef de l'opposition): Honorables sénateurs, vous serez heureux d'apprendre que, pendant notre période de relâche, les Canadiens n'ont pas oublié leur opposition à l'inique taxe sur les produits et services et nous ont fait parvenir les pétitions que j'ai l'honneur de présenter. Elles sont toutes ici, dans le dossier, signées de la main propre de nos concitoyens. En voici le résumé.

Tout d'abord, l'en-tête n'a pas changé...

[Français]

... que la nouvelle taxe fédérale et universelle de 7% sur les produits et services adoptée par le gouvernement conservateur créera des difficultés graves, injustes et inhumaines pour les Canadiens et pour ces raisons etc... nous demandons humblement que les sénateurs et les députés, véritables représentants du peuple, mettent tout en œuvre pour contrer la nouvelle taxe sur les produits et services et nous réclamons avec force des élections immédiatement.

[Traduction]

Du Québec, 27 pétitions renfermant 548 noms; de l'Ontario, 11 pétitions renfermant 248 noms; et du Nouveau-Brunswick, 2 pétitions renfermant 39 noms.

Dans le cas du Québec, les pétitions proviennent de Barabante, Jonquière, Lac Mégantic, Laval, Longueuil, Montréal, Napierville, Portneuf, Rouyn, Saint-Isidore, Saint-Léonard, Senneterre, Sherbrooke, et Val d'Or. Les pétitions de l'Ontario proviennent de Brampton, Etobicoke, Kitchener, Mississauga, North York, Niagara Falls, Oakville, Rexdale, Stoney Creek et Toronto. Dans le cas du Nouveau-Brunswick, elles proviennent de Miscou, Notre-Dame, Petit-Rocher, Saint-Léolin et Shippagan.

[Français]

L'honorable Jacques Hébert: Honorables sénateurs, moi aussi j'ai l'honneur et le privilège de présenter des pétitions, pétitions signées par 180 citoyens et citoyennes des provinces de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse qui s'opposent à la taxe sur les produits et services et principalement en ce qui concerne les livres, les journaux et les magazines, en invoquant évidemment que cette exemption de taxe sur les livres et les

[Le sénateur Stewart.]

périodiques a toujours été traditionnelle au Canada depuis des temps immémoriaux, depuis la Confédération très certainement, et cette exemption évidemment était basée sur le fait que...

[Traduction]

... la diffusion sans restriction de l'imprimé constitue la pierre angulaire de la démocratie, de la culture, de l'éducation et d'une société instruite et productive, à laquelle nuira l'application de la TPS.

[Français]

Alors c'est pourquoi on s'y opposait et c'est pourquoi on s'y oppose toujours. Ces pétitions viennent principalement de Stephenville et de Corner Brook, Terre-Neuve.

Il y a également d'autres pétitions signées par 301 citoyens et citoyennes de la province de la Colombie-Britannique qui s'opposent à la taxe sur les produits et services et encore une fois, particulièrement en ce qui concerne les livres et les périodiques. Ces pétitions viennent principalement de Penticton, Oliver, Delta et Surrey.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'INCIDENCE DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT SUR LES PRESTATIONS POUR ENFANTS

L'honorable Royce Frith (Leader de l'opposition): Honorables sénateurs, je veux poser deux questions au leader du gouvernement au Sénat. La première porte en partie sur une mesure législative dont nous avons été saisis. Hier, Statistique Canada a confirmé que le gouvernement conservateur nous faisait vivre des temps difficiles. En 1981, il n'y avait qu'une banque d'alimentation pour tout les pays. Aujourd'hui, on en compte 292. En 1990, au Canada, un enfant sur neuf était secouru par une banque d'alimentation et ce, non pas une fois mais 3,5 fois par an. En 1991, on s'attendait à ce que deux millions de Canadiens, dont 700 000 enfants, bénéficient de l'aide des banques d'alimentation.

Je voudrais savoir si ces statistiques préoccupent le gouvernement et, si oui, pourquoi il refuse de retirer le projet de loi C-32 qui prolonge le plafonnement du Régime d'assistance publique du Canada, pourquoi il a désindexé les allocations familiales, pourquoi il a imposé une nouvelle taxe, la TPS, sur les vêtements et les médicaments pour enfants et, enfin, pourquoi, au lieu de consacrer de l'argent aux enfants qui vivent dans la misère noire, il affecte 500 000 \$ à une campagne de publicité, à une campagne de propagande vantant les mérites de son tout nouveau programme de prestations pour les enfants.

● (1420)

Nous avons un gouvernement qui se lance dans des dépenses publicitaires somptuaires, alors que des centaines de milliers d'enfants doivent faire la queue aux banques d'alimentation pour trouver de quoi manger.

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, en ce qui concerne les modifications